

tion supplémentaire. Étant donné que les autorités du département de la Justice de Washington auraient dit aujourd'hui à des journalistes canadiens que, depuis deux ans, il y a eu au moins 50 cas où des individus de cet acabit se sont réfugiés au Canada et dans d'autres pays, grâce à des sociétés américaines y ayant des succursales, le premier ministre voudrait-il demander au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration de procéder à une enquête plus poussée sur ces graves allégations et de faire une déclaration complète à la Chambre?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je sais gré au député de m'avoir accordé jusqu'à la fin de semaine pour faire une déclaration. Je lui accorde à mon tour quelques jours pour poser la question au ministre lorsqu'il sera présent.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

MONTREAL—LA GRÈVE DES DÉBARDEURS— L'INTERVENTION DU MINISTÈRE DU TRAVAIL

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre suppléant du Travail, bien que je ne sache pas très bien qui fait fonction de ministre suppléant. Étant donné que le port de Montréal connaît aujourd'hui sa onzième journée de grève spontanée et qu'il s'ensuit des pertes considérables, le ministre nous dirait-il si le gouvernement est entré en communication avec les parties et s'il fait quelque chose pour mettre fin à cette grève?

M. l'Orateur: Le ministre suppléant, semble-t-il, examine la question. En attendant, la parole est à l'honorable député de York-Sunbury.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA MISE À PIED DE CIVILS ET LEUR REMPLACEMENT PAR DES ÉTUDIANTS

M. J. Chester MacRae (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Cependant, vu qu'il s'est absenté pour vaquer aux affaires du gouvernement, je la poserai au président du Conseil du Trésor. Le ministre sait-il que plusieurs centaines de civils à l'emploi du ministère de la Défense nationale d'un bout à l'autre du Canada, dont un grand nombre sont anciens combattants et soutiens de familles, sont mis à pied et remplacés par des étudiants en vertu du programme Perspectives-Jeunesse? Si tel est le cas, qu'entend donc faire le gouvernement pour pallier cette déplorable situation?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale n'est pas au courant de cette affaire, mais je ferai faire une enquête.

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, le président du Conseil du Trésor consulterait-il les autres ministériels lorsqu'il mettra son collègue, le ministre de la Défense nationale, au courant de la situation, afin de s'assurer que les centaines d'employés non permanents qui, dans de nombreux cas, sont engagés à long terme, ne seront pas touchés par d'autres programmes Perspectives-Jeunesse?

* * *

LA NAVIGATION

DÉTROIT JUAN DE FUCA ET ENVIRONS—LES INSTALLATIONS DE CONTRÔLE

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Dans un document, on dit que le plus grand pétrolier qui soit entré dans les eaux de l'État de Washington est allé à Esquimalt pour une inspection d'hélice après avoir livré du pétrole à Cherry Point. Peut-il dire à la Chambre ce qu'on est en train de faire pour établir sur la terre ferme des installations de contrôle de la navigation dans le détroit de Juan de Fuca et dans les régions voisines de la côte du Pacifique?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, si le député le veut bien, je lui donnerai une réponse écrite, car elle est très longue. On a établi provisoirement des installations de contrôle comparables à celles de la baie de Chédabouctou, sur la côte est, que beaucoup considèrent comme les plus modernes du monde. J'aimerais toutefois lui envoyer un rapport écrit sur toutes les aides à la navigation de toute cette région.

* * *

L'INDUSTRIE

L'AUTOMOBILE—L'ACHAT AVANTAGEUX PAR DES CANADIENS AUX TERMES DU DISC—LES MESURES ENVISAGÉES

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le programme «Tour America» de la Chambre de Commerce des États-Unis compte se prévaloir des avantages de DISC pour vendre des automobiles aux touristes à des prix très avantageux, surtout s'ils les ramènent chez eux, et comme les Canadiens sont les acheteurs les plus probables dans le cadre de ce programme, qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire pour empêcher qu'il nuise à notre propre industrie de l'automobile?